

Vue d'ensemble

Examinons le cas de Juan. Né dans une famille pauvre de la campagne mexicaine, ses parents tiraient chaque jour le diable par la queue pour payer ses soins médicaux et ses études. Il a quitté l'école à l'âge de 12 ans pour les aider. Six ans plus tard, Juan est parti avec son oncle au Canada, en quête de meilleurs salaires et de plus grandes opportunités.

Au Canada, l'espérance de vie est supérieure de cinq ans à celle du Mexique et les salaires y sont trois fois plus élevés. Là-bas, Juan a décroché un permis de travail temporaire par le biais d'un processus de sélection. Il a ensuite obtenu un droit de séjour permanent et a fini par créer une entreprise qui emploie des Canadiens de souche. Il s'agit là d'un exemple parmi des millions de personnes qui, chaque année, émigrent et se voient offrir de nouvelles opportunités et libertés pour leur bénéfice propre et celui de leurs régions d'origine et de destination.

Prenons maintenant le cas de Bhagyawati. Elle appartient à une caste inférieure et vit dans la campagne de l'Andhra Pradesh, en Inde. Chaque année, elle va passer six mois à Bangalore avec ses enfants pour travailler sur des chantiers de construction, et est payée 60 roupies (1,20 USD) par jour. Pendant ce temps, ses enfants ne vont pas à l'école, celle-ci étant trop éloignée du chantier et les enfants ne parlant pas la langue locale. Bhagyawati n'a droit ni aux produits alimentaires, ni aux soins médicaux subventionnés, et ne peut pas non plus voter parce qu'elle est inscrite dans un autre district. Comme des millions de migrants internes, l'un des seuls moyens dont elle dispose pour améliorer son quotidien est de partir dans une autre ville à la recherche de meilleures opportunités.

Notre monde est très inégal. Les énormes différences de développement humain d'un pays à l'autre et à l'intérieur même des pays constituent l'un des thèmes récurrents du Rapport mondial sur le développement humain (RMDH) depuis sa première publication en 1990. Cette année, nous explorons pour la première fois la question de la migration. Pour de nombreux habitants des pays en développement, quitter leur ville ou leur village d'origine constitue le meilleur (parfois le

seul) moyen de se donner de meilleures chances dans la vie. La mobilité humaine peut être un moyen extrêmement efficace d'offrir à quelqu'un de bien meilleures perspectives en termes de revenus, de santé et d'éducation. Mais elle représente bien plus encore : pouvoir choisir son lieu de vie est un élément essentiel de la liberté humaine.

Lorsque les gens se déplacent, que ce soit à l'intérieur ou au-delà des frontières de leur pays, ils s'engagent sur un chemin semé d'espoir et d'incertitude. La plupart d'entre eux partent à la recherche de meilleures opportunités, espérant marier leurs talents aux ressources de leur pays de destination afin d'en tirer des bénéfices personnels et d'en faire profiter leur famille proche, qui souvent les accompagne ou les suit. S'ils réussissent, leur initiative et leurs efforts pourront aussi profiter à ceux qu'ils ont laissés derrière eux et à la société dans laquelle ils se sont établis. Mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous. Les migrants qui quittent leurs amis et leur famille peuvent avoir à affronter la solitude, se sentir rejetés par une population qui a peur des nouveaux arrivants ou ne les apprécie pas, perdre leur emploi ou tomber malades et être alors dans l'incapacité d'accéder aux services d'appui dont ils ont besoin pour prospérer.

Le Rapport mondial sur le développement humain 2009 analyse dans quelle mesure une amélioration des politiques en matière de mobilité humaine peut favoriser le développement humain. Il invite les gouvernements à moins limiter les déplacements à travers et à l'intérieur de leurs frontières afin d'élargir les chances et les libertés des individus. Il préconise des mesures pratiques visant à améliorer les perspectives des migrants à leur arrivée, pour le plus grand bénéfice de leur communauté de destination comme de leur région d'origine.

La plupart des migrants, internes comme internationaux, récoltent les fruits de leur déplacement sous la forme d'une augmentation de leurs revenus, d'un meilleur accès aux infrastructures d'éducation et de santé, et d'une amélioration des perspectives pour leurs enfants

Comment et pourquoi se déplace-t-on ?

Les débats sur la migration véhiculent généralement l'image d'un flux allant des pays en développement vers les pays riches d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Australasie. Pourtant, la plupart des déplacements dans le monde ne s'effectuent pas entre des pays en développement et des pays développés, ni même entre différents pays. L'écrasante majorité des personnes qui migrent le font à l'intérieur de leur propre pays. Même en utilisant une définition conservatrice, nous estimons à environ 740 millions le nombre de migrants internes, soit près de quatre fois celui des migrants internationaux. Parmi ceux ayant quitté leur pays, seul un tiers s'est déplacé d'un pays en développement vers un pays développé, c'est-à-dire moins de 70 millions de personnes. La majorité des 200 millions de migrants internationaux dans le monde se sont déplacés d'un pays en développement vers un autre, ou entre deux pays développés.

La plupart des migrants, internes comme internationaux, récoltent les fruits de leur déplacement sous la forme d'une augmentation de leurs revenus, d'un meilleur accès aux infrastructures d'éducation et de santé, et d'une amélioration des perspectives pour leurs enfants. Les enquêtes conduites auprès de migrants montrent qu'ils sont heureux dans leur région de destination, en dépit de tous les réajustements et obstacles généralement associés à un changement de cadre de vie. Une fois installés, les migrants sont souvent plus enclins que les résidents locaux à adhérer à des syndicats, à des groupes religieux, etc., ce qui ne se fait toutefois pas sans compromis. Par ailleurs, les bénéfices de la mobilité ne sont pas répartis équitablement.

Les personnes déplacées pour des raisons d'insécurité ou à cause d'un conflit rencontrent des problèmes spécifiques. On estime à 14 millions le nombre de réfugiés vivant en dehors de leur pays de nationalité, ce qui représente 7 % des migrants dans le monde. La plupart restent à proximité du pays qu'ils ont fui et s'installent généralement dans des camps jusqu'à ce que la situation leur permette de rentrer, mais environ un demi-million d'entre eux partent chaque année demander asile dans un pays développé. Bien plus encore, quelque 26 millions d'individus, sont déplacés à l'intérieur de leur pays. Ils n'ont franchi aucune frontière, mais le

fait de vivre loin de leur région d'origine dans un pays déchiré par un conflit ou ravagé par des catastrophes naturelles peut leur poser des difficultés particulières. Les personnes (principalement des jeunes femmes) qui ont été victimes de trafic constituent un autre groupe vulnérable. Souvent trompées par la promesse d'une vie meilleure, elles ne se déplacent pas de leur propre gré mais sous la contrainte, parfois accompagnée d'actes de violence et de sévices sexuels.

Quoi qu'il en soit, la majorité des personnes choisissent librement d'émigrer vers des lieux où la vie leur paraît meilleure. Plus des trois-quarts des migrants internationaux se rendent dans un pays dont le niveau de développement humain est plus élevé que celui de leur pays d'origine. Ils doivent cependant faire face à de nombreuses contraintes liées aux politiques qui restreignent l'entrée dans les pays, mais aussi aux ressources dont ils disposent pour leur projet. Les habitants des pays pauvres sont les moins mobiles : par exemple, moins de 1 % des Africains ont émigré en Europe. L'histoire et la situation actuelle soulignent en effet que développement et migration vont de pair : le taux d'émigration médian dans un pays à faible développement humain est inférieur à 4 %, contre plus de 8 % dans les pays à haut niveau de développement humain.

Les obstacles au déplacement

La part des migrants internationaux dans la population mondiale s'est maintenue à un niveau remarquablement stable au cours des cinquante dernières années, aux alentours de 3 %, malgré la présence de facteurs qui auraient dû se solder par une augmentation des flux migratoires. Les tendances démographiques – le vieillissement de la population des pays développés contrastant avec la jeunesse et la croissance de la population des pays en développement – et l'augmentation des opportunités d'emploi, combinées à la baisse des coûts des communications et des transports, ont entraîné une hausse de la « demande » migratoire. Mais les candidats à la migration se heurtent à des barrières de plus en plus hautes, érigées par les gouvernements. Au cours du siècle dernier, le nombre d'États-nations a quadruplé, pour avoisiner le nombre de 200 – soit toujours plus de nouvelles frontières à traverser. Parallèlement, de nouvelles politiques

ont limité encore les flux migratoires, en dépit de la levée des barrières commerciales.

Les obstacles à la mobilité sont particulièrement difficiles à surmonter pour les personnes peu qualifiées, bien que ce type de main-d'œuvre soit recherché dans de nombreux pays riches. Les politiques favorisent généralement l'entrée de migrants plus instruits, par exemple en autorisant les étudiants à rester après l'obtention de leur diplôme et en invitant les travailleurs qualifiés à s'installer avec leur famille. L'attitude des gouvernements est en revanche bien plus ambivalente en ce qui concerne les travailleurs faiblement qualifiés, dont le statut et le traitement laissent souvent grandement à désirer. Dans de nombreux pays, ces migrants occupent des emplois dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, de la production et des services. Cependant, les gouvernements tentent souvent de réguler à leur guise les entrées et sorties des personnes les moins qualifiées et considèrent parfois les travailleurs temporaires et illégaux comme l'eau d'un robinet qu'ils pourraient ouvrir et fermer selon leur bon vouloir. On estime aujourd'hui que 50 millions de personnes vivent et travaillent en situation irrégulière à l'étranger. Certains pays tels que la Thaïlande ou les États-Unis tolèrent un grand nombre de travailleurs illégaux. Cette tolérance peut certes permettre à ces migrants d'obtenir des emplois mieux rémunérés que dans leur pays mais, bien qu'ils fassent souvent le même travail et paient les mêmes impôts que les résidents locaux, ils ont parfois un accès limité aux services de base et encourent le risque de se faire expulser. Certains gouvernements, à l'image de ceux de l'Italie et de l'Espagne, ont reconnu la contribution des migrants non qualifiés à leur société et ont régularisé la situation de ceux qui avaient un emploi. D'autres pays, comme le Canada et la Nouvelle-Zélande, ont quant à eux conçu des programmes de migration saisonnière dans certains secteurs, dont l'agriculture.

Si l'intérêt de la migration qualifiée pour les pays de destination fait l'objet d'un large consensus, l'accueil des travailleurs peu qualifiés est pour sa part bien plus controversé. L'idée communément répandue est que ces migrants, dès lors qu'ils occupent des postes vacants, se substituent aux travailleurs locaux et exercent une pression à la baisse sur les salaires. L'afflux de migrants peut susciter d'autres inquiétudes,

portant notamment sur l'augmentation potentielle de la criminalité, la charge supplémentaire qu'ils représentent pour les services locaux et la peur de voir se désagréger la cohésion sociale et culturelle. Mais celles-ci sont souvent exagérées. Bien que des études aient montré que la migration peut effectivement, dans certaines circonstances, avoir des effets négatifs sur les travailleurs locaux dotés de compétences comparables, la plupart des travaux soulignent que ces effets sont généralement modestes et parfois même totalement inexistantes.

Une mobilité nécessaire

Ce rapport soutient que les migrants stimulent l'économie, et ce à un coût réduit voire nul pour la région d'accueil. En effet, leur présence peut avoir de nombreuses vertus. Par exemple, les femmes immigrées peuvent garder des enfants et permettre ainsi aux mères de la région de destination de travailler hors de chez elles. Au fur et à mesure qu'ils parviennent à acquérir une meilleure maîtrise de la langue ainsi que d'autres compétences nécessaires pour grimper sur l'échelle des salaires, beaucoup de migrants s'intègrent relativement facilement. Ils apportent alors la preuve que les craintes concernant leur impossible intégration, semblables à celles exprimées au début du XX^e siècle en Amérique au sujet des Irlandais, par exemple, sont tout aussi infondées aujourd'hui qu'hier. Toutefois, on ne peut nier le fait que de nombreux migrants endurent des désavantages systémiques et qu'il leur est difficile, pour ne pas dire impossible, d'accéder aux services locaux dans les mêmes conditions que les résidents de souche. Ces problèmes sont particulièrement prononcés pour les travailleurs temporaires et illégaux.

Dans les pays d'origine, la migration a pour effet d'augmenter les revenus et de stimuler la consommation, ainsi que d'améliorer l'éducation et la santé. Son impact se fait également sentir plus largement au niveau culturel et social. La migration apporte généralement divers bénéfices, dont la forme la plus directe est l'argent envoyé à la famille proche. L'incidence positive de ces transferts est diffusée plus largement lorsqu'ils sont dépensés, générant des emplois pour les travailleurs locaux, tandis que les comportements peuvent évoluer en réponse aux idées venues de l'étranger. Les femmes, en particulier, trouvent

Le développement humain a beaucoup à gagner d'une levée des obstacles aux déplacements et d'une amélioration du traitement des migrants

Deux dimensions majeures de la question de la mobilité qui laissent une réelle marge de manœuvre à une amélioration sur le plan politique : l'admission et le traitement

ainsi l'occasion de se libérer des rôles traditionnels qui leur sont dévolus.

La nature et l'ampleur de ces effets dépendent du profil des migrants, de la manière dont ils s'en sortent dans leur pays de destination et des contacts qu'ils conservent avec leurs racines par le biais des transferts de fonds, de connaissances et d'idées. Les migrants ayant tendance à arriver en grand nombre de régions spécifiques – par exemple du Kerala en Inde ou de la province du Fujian en Chine – les effets au niveau communautaire peuvent être plus importants qu'au niveau national. Toutefois, sur le long terme, les flux d'idées induits par les déplacements humains peuvent avoir un impact profond sur les normes sociales et la structure de classe à l'échelle d'un pays tout entier. La fuite des compétences est parfois perçue comme un phénomène négatif, particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé. Pourtant, même lorsque c'est le cas, la meilleure réponse demeure la mise en œuvre de politiques s'attaquant aux problèmes structurels sous-jacents, comme le bas niveau des salaires, le caractère inapproprié des financements et la faiblesse des institutions. Faire porter la responsabilité de la fuite des travailleurs qualifiés aux travailleurs eux-mêmes est un contresens ; limiter leur mobilité est probablement contre-productif – et bafoue qui plus est le droit fondamental de chacun de quitter son propre pays.

Quoi qu'il en soit, la migration internationale, même bien gérée, ne peut tenir lieu de substitut à une stratégie nationale de développement humain. À quelques exceptions près (principalement des petits États insulaires dont plus de 40 % des habitants partent à l'étranger), l'émigration a peu de chances de façonner les perspectives de développement d'une nation tout entière. La migration est au mieux une option qui vient en complément d'efforts locaux et nationaux plus larges visant à réduire la pauvreté et à améliorer le développement humain. Ces efforts demeurent toujours essentiels.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le monde fait face à la crise économique la plus grave qu'il ait connue depuis plus de cinquante ans. La contraction de l'économie et les licenciements affectent des millions de travailleurs, y compris les migrants. Nous pensons que la crise actuelle peut constituer l'occasion d'instituer

une « nouvelle donne » pour les migrants, qui profiterait aux travailleurs locaux et immigrés tout en les protégeant contre un sursaut protectionniste. Lorsque la situation s'améliorera, les déterminants majeurs des tendances structurelles qui ont favorisé les migrations au cours des cinquante dernières années referont surface et inciteront plus de personnes à migrer. Il est essentiel que les gouvernements mettent en place les mesures nécessaires pour s'y préparer.

Notre proposition

Le développement humain a beaucoup à gagner d'une levée des obstacles aux déplacements et d'une amélioration du traitement des migrants. Cela demande toutefois une certaine audace. Ce rapport propose un ensemble complet de réformes qui peuvent apporter des bénéfices substantiels aux migrants, aux communautés et aux pays.

Notre proposition porte sur les deux dimensions majeures de la question de la mobilité qui laissent une réelle marge de manœuvre à une amélioration sur le plan politique : l'admission et le traitement. Notre paquet de mesures appelle des réformes dont les effets se feront sentir à moyen et long termes. Ces réformes ne s'adressent pas uniquement aux gouvernements de destination, mais aussi à ceux d'origine, ainsi qu'à d'autres acteurs clés – notamment le secteur privé, les syndicats et les organisations non gouvernementales – et aux migrants eux-mêmes. Même si les défis à relever sont similaires, les responsables politiques devront bien sûr concevoir et mettre en œuvre des politiques migratoires distinctes dans leurs pays respectifs, en fonction des circonstances nationales et locales. Certaines bonnes pratiques se détachent néanmoins et peuvent être adoptées par un plus grand nombre d'acteurs.

Nous mettons l'accent sur six grands axes de réforme applicables individuellement mais qui, mis en œuvre ensemble dans le cadre d'une approche intégrée, peuvent démultiplier leurs bénéfices pour le développement humain. Ouvrir les canaux d'entrée existants afin qu'un plus grand nombre de travailleurs puissent émigrer, garantir les droits fondamentaux des migrants, abaisser les coûts de transaction de la migration, trouver des solutions qui profitent aux communautés de destination et aux migrants qu'elles accueillent, faciliter les déplacements des personnes à l'intérieur de

leur propre pays et intégrer la migration dans des stratégies nationales de développement : toutes ces mesures sont complémentaires et contribuent activement au développement humain.

Notre paquet de réformes met en avant deux possibilités d'ouverture des canaux d'entrée légaux existants :

- Nous recommandons d'élargir les programmes favorisant un véritable travail saisonnier dans les secteurs tels que l'agriculture et le tourisme. De tels programmes ont déjà montré leur efficacité dans divers pays. La bonne pratique suggère que ce type d'intervention pourrait impliquer les syndicats et les employeurs, ainsi que les gouvernements des pays d'origine et de destination, ne serait-ce que pour établir et mettre en œuvre des garanties salariales de base, des normes en matière de santé et de sécurité, et des dispositions favorisant la répétition des séjours, comme dans le cas de la Nouvelle-Zélande.
- Nous proposons également d'augmenter le nombre de visas pour les personnes peu qualifiées, en fonction de la demande locale. D'expérience, les bonnes pratiques en la matière comprennent les mesures suivantes : garantir le droit des immigrés à changer d'employeur (ce qu'on appelle la *transférabilité de l'emploi*), permettre aux immigrés de demander la prolongation de leur séjour et ouvrir la voie à une éventuelle résidence permanente, prendre des dispositions qui facilitent les voyages de retour pendant la durée de validité du visa et autoriser le transfert des prestations sociales accumulées, comme l'a récemment fait la Suède.

Les pays de destination devraient fixer un seuil d'immigration dans le cadre de processus politiques ouverts au débat public et équilibrant les différents intérêts. Les mécanismes transparents doivent établir le nombre d'entrants souhaités en fonction de la demande des employeurs, avec des quotas adaptés à la situation économique.

À destination, les immigrés sont souvent traités dans le déni de leurs droits humains les plus élémentaires. Même si les gouvernements ne ratifient pas les conventions internationales qui protègent les travailleurs immigrés, ils se doivent de garantir le respect de tous leurs droits sur leur lieu de travail : un salaire égal pour un travail égal, des conditions de travail décentes et le droit de s'organiser,

par exemple. Ils peuvent avoir à agir rapidement pour éliminer les discriminations. Les gouvernements des pays d'origine et de destination peuvent en outre s'entendre pour faciliter la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger.

La récession actuelle a accentué la vulnérabilité des migrants. Les gouvernements de certains pays de destination ont renforcé l'application de leurs lois migratoires d'une manière parfois contraire aux droits des migrants. Donner aux migrants qui ont été licenciés la possibilité de chercher un nouvel emploi (ou, pour le moins, leur laisser le temps de rassembler leurs affaires avant de partir), publier les perspectives du marché de l'emploi – y compris dans les pays d'origine – sont autant de mesures qui pourraient réduire les coûts disproportionnés de la récession supportés par les migrants actuels et à venir.

En ce qui concerne la migration internationale, les frais liés à l'obtention des papiers nécessaires et à l'accomplissement des formalités administratives requises pour traverser les frontières nationales sont souvent élevés, ont tendance à être dégressifs (proportionnellement plus élevés pour les personnes non qualifiées et pour les titulaires de contrats de courte durée) et peuvent aussi avoir l'effet pervers d'encourager la migration illégale et les trafics. Dans un pays sur dix, les frais de délivrance d'un passeport sont supérieurs à 10 % du PIB par habitant. Il n'est pas surprenant de constater que ces frais sont négativement corrélés au taux d'émigration. Les gouvernements des pays d'origine comme de destination peuvent simplifier les procédures et réduire les frais d'obtention des différents documents. Les deux parties peuvent également travailler ensemble pour améliorer et réguler les services d'intermédiation.

Il est important de garantir que chaque migrant puisse s'installer correctement à son arrivée, mais il est également essentiel que les populations d'accueil ne se sentent pas injustement accablées par le surcroît de demande que les migrants exercent sur les services essentiels. Lorsque ce surcroît de demande pose des difficultés aux autorités locales, il peut être nécessaire de procéder à des transferts budgétaires supplémentaires. En offrant aux enfants des migrants un accès égal à l'éducation et, le cas échéant, en les aidant à rattraper leur retard et à s'intégrer, on multiplie leurs chances et on

La récession actuelle a accentué la vulnérabilité des migrants

Bien qu'elle ne puisse se substituer à des efforts plus larges en matière de développement, la migration peut représenter une stratégie vitale pour les ménages et les familles qui cherchent à accroître le niveau et diversifier l'origine de leurs revenus

évite ainsi la formation d'une future catégorie d'exclus. L'apprentissage de la langue est primordial pour les écoliers comme pour les adultes, par le biais du travail mais aussi à travers des initiatives spécialement tournées vers les femmes qui restent à la maison. Certaines situations exigeront de déployer des efforts plus intenses pour combattre la discrimination, désamorcer les tensions sociales et, au besoin, prévenir les violences contre les immigrés. La société civile et les gouvernements disposent d'un large éventail d'expériences positives en matière de lutte contre la discrimination, par exemple par des campagnes de sensibilisation.

Malgré la chute de la plupart des systèmes à planification centralisée dans le monde, un nombre surprenant de gouvernements (environ un tiers) maintient *de facto* des barrières aux déplacements internes (tableau 1). Ces restrictions prennent généralement la forme d'une limitation des services et des droits fondamentaux pour ceux qui ne sont pas enregistrés dans la région concernée, ce qui constitue également une discrimination envers les migrants internes, comme c'est encore le cas en Chine. Garantir l'égalité face aux services de base est l'une des principales recommandations de ce rapport vis-à-vis des migrants internes. L'égalité de traitement est un facteur important pour les travailleurs temporaires et saisonniers, ainsi que pour leurs familles et les régions où ils vont travailler. Elle permet en outre de garantir que les migrants bénéficieront de services décents une fois rentrés et ne seront pas contraints de se déplacer encore pour avoir accès à des écoles et à des services de santé.

Bien qu'elle ne puisse se substituer à des efforts plus larges en matière de développement, la migration peut représenter une stratégie vitale pour les ménages et les familles qui cherchent à accroître le niveau et diversifier l'origine de leurs revenus, particulièrement dans les pays en développement. Les gouvernements doivent reconnaître ce potentiel et intégrer la migration aux autres aspects de leur politique nationale de développement. L'expérience a permis de comprendre que la situation économique nationale et la présence d'un secteur public fort jouent un rôle majeur dans l'étendue des bénéfices qu'apporte la mobilité.

Les perspectives

La mise en œuvre de ce programme suppose une volonté ferme et éclairée, ainsi qu'une plus grande détermination à impliquer le public et à sensibiliser les consciences aux réalités de la migration.

Pour les pays d'origine, une prise en compte plus systématique du profil de la migration et de ses bénéfices, de ses coûts et de ses risques permettrait de mieux intégrer les mouvements migratoires aux stratégies nationales de développement. L'émigration n'est pas une alternative à l'intensification des efforts de développement locaux, mais la mobilité peut faciliter l'accès aux idées, aux connaissances et aux ressources, ce qui ne fera que favoriser voire, dans certains cas, amplifier les progrès.

Pour les pays de destination, les modalités et les délais d'application des réformes dépendront des réalités de la situation économique et sociale et devront tenir compte de l'opinion publique et des contraintes politiques aux niveaux local et national.

La coopération internationale, notamment par le biais des accords bilatéraux ou régionaux, peut améliorer la gestion des mouvements migratoires, la protection des droits des migrants et les contributions de ces derniers à leurs pays d'origine et de destination. Certaines régions s'emploient à créer des zones de libre circulation afin de promouvoir le libre échange tout en optimisant les avantages liés à la migration, par exemple en Afrique de l'Ouest ou dans le cône sud de l'Amérique latine. L'élargissement du marché du travail dans ces régions peut permettre aux migrants, à leurs familles et à leurs communautés d'engranger des bénéfices substantiels.

Une dynamique se fait jour en faveur d'un nouveau régime mondial visant à améliorer la gestion de la migration : plus de 150 pays participent désormais au Forum mondial sur la migration et le développement. Les gouvernements, confrontés à des défis communs, inventent des réponses communes – une tendance que nous avons vu émerger lors de l'élaboration de ce rapport.

Lever les barrières inscrit résolument le développement humain sur l'agenda des responsables politiques qui souhaitent tirer le meilleur de schémas migratoires mondiaux de plus en plus complexes.